

# Grand malade et degré zéro de la communication

**A**près avoir sorti les «orgues de Staline» de la justice pour exécuter un simple délit de presse, ils se déploient en rododendres de tribune pour faire l'éloge de la stabilité du pays. Sellal, Bensalah et accessoirement certains ministres du 2<sup>e</sup> collège se sont exprimés en ce sens et crient même au complot larvé qui s'efforcerait de faire de la maladie de Bouteflika un levier de manœuvre destiné à attenter à la légitimité du pouvoir. Alors que, durant deux semaines, ils avaient sciemment imposé un embargo sur la moindre information concernant l'évolution de l'état physique du Président, ce sont ces mêmes caciques qui qualifièrent d'indécence la spéculation journalistique qui, en toute logique, s'efforce de briser les black-out officiels. Bien mieux, l'on a entendu certains d'entre eux se référer à la déontologie de la presse pour désigner ceux qui s'en écartent de «brailleurs»<sup>(1)</sup>. Cette pirouette qui consiste à s'ériger en accusateur, alors que l'on fut auparavant le receleur de la vérité et par voie de conséquence la source de la rumeur, indique bien qu'au sommet du pouvoir les intérimaires du palais sont eux-

mêmes dans le brouillard total. Ne sachant pas, dès le premier jour, comment communiquer sur cet événement majeur, ils se retrouvèrent avec des violons désaccordés.

C'est par conséquent à travers la gestion des épreuves imprévisibles que se juge la qualité des institutions d'un pays et se mesure le sens du devoir public de ses dirigeants. Celui de savoir concilier la confidentialité de la sphère privée de la personne du chef de l'Etat sans pour autant verser dans la basse manipulation puis de recourir à la censure quand l'affolement gagne le premier cercle. C'est d'ailleurs ce qui vient d'arriver à ce dernier par la faute d'une communication réduite à l'incantation. Sa propension à peser plus lourdement par le silence et l'embargo est précisément une vieille habitude dont il ne s'est pas départi malgré la répétition du scénario de décembre 2005. A cette époque, l'on pouvait comprendre que la soudaineté du mal qui avait atteint le Président ait pu prendre au dépourvu les structures centrales du pouvoir. Mais est-ce le cas cette fois-ci au point de laisser «filer» plus que de raison la rumeur et les supputa-

tions médiatiques sans, qu'à aucun moment, il y ait eu la volonté et le devoir à l'égard de l'opinion publique de ne rien taire ? Celui de parvenir à lever le soupçon de quelques graves cachotteries. Il a donc fallu le «buzz» d'une feuille imprimée, décrivant par des détails inventés une agonie, pour que le branle-bas atteigne enfin la parole officielle.

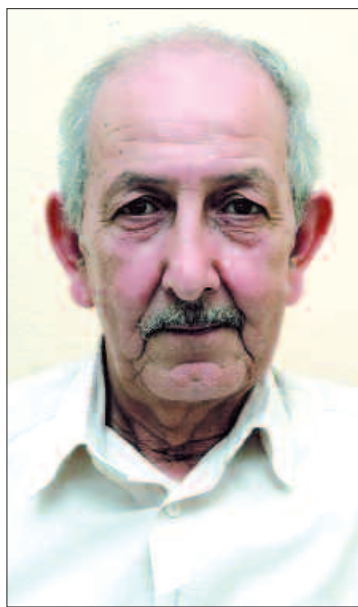
A ces moments-là seulement, les micros des radios étrangères devinrent les bienvenus tout aussi bien que les visites de travail en province se transformèrent en tréteaux de campagne d'apaisement. Ici et là, la réalité de la maladie est à moitié évoquée et l'on a insisté plutôt et plus souvent sur la convalescence et le prochain rétablissement du personnage.

Or, cela ne suffit plus guère à convaincre les auditeurs et les téléspectateurs. Car, le mensonge par omission de l'appareil d'Etat pouvait-il gommer des esprits les quelques aveux allusifs de ces représentants, après qu'ils eurent commis d'aussi nombreuses maladroites ? En effet, face à la gravité du contexte, ils furent d'une imbécillité sans pareille. Du mutisme initial aux propos

farfelus et populiste d'un Premier ministre en goguette, n'ont-ils pas surajouté à la désinformation l'affabulation ? C'est pourquoi la déplorable agitation dont ils font preuve depuis une semaine fait l'effet inverse quand il s'agit d'extrapoler sur le retour aux affaires du Président. Car c'est bien de ce côté-ci que continue à enfler la rumeur d'une vacance, à terme, du pouvoir de celui-ci.

Un Bouteflika rétabli certes, mais néanmoins diminué physiquement sera-t-il en mesure d'aller au-delà de 2014 ? Rares sont les décideurs qui le pensent de même qu'ils sont peu nombreux ceux qui le souhaitent pour leur propre intérêt. Certes au cœur du déroulement des événements, la question de sa succession n'est que secrètement évoquée.

Et les centres névralgiques de l'Etat se concentrent plutôt sur l'urgence de son retour et des conditions dans lesquelles il reprendra ses fonctions afin qu'il puisse les mener jusqu'au terme de son mandat. Car la longue et troublante parenthèse de cette seconde hospitalisation à l'étranger suscite également des inquiétudes



Par Boubakeur Hamidechi  
[hamidechiboubakeur@yahoo.fr](mailto:hamidechiboubakeur@yahoo.fr)

sur sa capacité personnelle à en assumer les lourdes charges. Notamment celle de respecter l'agenda qu'il s'est donné et dont la révision constitutionnelle était jusque-là la pierre angulaire. Demain peut-être ou dans plusieurs semaines sûrement il sera de retour au pays. Et c'est seulement à cet instant que les vrais problèmes se poseront alors...

B. H.

(1) C'est au président du Sénat que l'on doit le qualificatif trivial de «brailleur».

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)

## Scanners, IRM et bilans présidentiels, notre nouvelle épée de Damoclès !

Selon le dernier communiqué de la Présidence, l'état de santé d'Abdekka s'est nettement amélioré hier vendredi entre 20 heures et 20 heures 38 minutes. Prochain bulletin encore plus amélioré que le précédent tout à l'heure.

Entre 17 heures 15 et 18 heures 02 !

Très honnêtement, je me fiche un peu de savoir si Abdekka rentre en Algérie bientôt, dans quelques jours, vite, très vite ou alors serait déjà sur le point de descendre la passerelle de l'avion retour qu'il a lui-même piloté tellement il pète la forme et qui est posé depuis quelques secondes à peine sur le tarmac de l'aéroport d'Alger ou de Boufarik. Boutef' va bien ? Tant mieux pour lui et pour sa famille. Par contre, il m'importe aujourd'hui au plus haut point de considérer un fait capital à mes yeux : des puissances étrangères, le cas présent la France, ont un «scan» très précis, millimétré et archi-documenté de l'état de santé général et particulier de celui qui occupe les fonctions officielles de président de la République dont je suis citoyen. Fafa détient une information hypersensible pouvant influencer directement sur la sécurité nationale et atteindre au cœur notre souveraineté. Plus crûment, un hôpital militaire français a eu, en deux grosses occasions au moins, en 2005 et en 2013, le corps malade du chef de l'Etat algérien entre les mains, l'a «traité», et a «documenté» ce traitement, lequel est soigneusement analysé et rangé au rayon des moyens de pression. Parce qu'il n'existe pas de secret médical en la matière, d'humanitaire

dans ce domaine, ni de philanthropisme transcendantal. La France connaît aujourd'hui avec une précision... chirurgicale la durée de l'actuel mandat présidentiel algérien et les probabilités d'un prochain ou d'un changement obligé de locataire au Palais d'El-Mouradia. Voilà ce qui nous met directement en position de faiblesse avérée. Je souris d'ailleurs doucement du fait que la justice ne s'autosaisisse pas de cette atteinte à la sûreté de l'Etat algérien que constituent ces évacuations répétées du même corps de souveraineté dans la même structure... militaire étrangère de soins. D'où ma question : existe-t-il encore chez nous une institution capable de mesurer, d'évaluer et de dire l'ampleur des dégâts qu'ont provoqués les deux hospitalisations d'Abdekka en France sur notre capacité à dialoguer, à négocier, à revendiquer, à arracher, ou tout simplement à coopérer avec ce pays ? Aujourd'hui, notre épée de Damoclès, ne sont-ce pas ces radios, ces IRM, ces analyses biologiques, ces cultures microbiennes et ces bilans complets, un butin fabuleux en termes de relations bilatérales dont dispose Fafa et qu'elle aurait, de bonne guerre du reste, raison d'agiter au-dessus de nos têtes quand elle le jugera utile ? Mailliiiis, si en disant et en écrivant cela, vous jugez que je divague et que je fabule, alors, enfermez-moi, internez-moi en asile. Un asile algérien, bien sûr, car je ne mérite pas Saint-Antoine, à Paris ! Au fond, je ne mérite que de fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

